



Commission économique pour l'Europe

Comité directeur des capacités et des normes commerciales

Groupe de travail des politiques de coopération en matière de réglementation et de normalisation (WP.6)**Vingt-neuvième session**

Genève, 20-22 novembre 2019

Point 4 de l'ordre du jour provisoire

Débat sur l'orientation future des travaux sur « les normes au service du développement durable »**Rapport sur le projet relatif aux normes au service de la réalisation des objectifs de développement durable****Document soumis par le secrétariat***Résumé*

Le présent document rend compte des activités réalisées, ainsi que des résultats et des effets notables obtenus dans le cadre du projet pour le développement de l'utilisation et de l'intégration des normes au service de la réalisation des objectifs de développement durable, qui a été mené par le secrétariat de la Commission économique pour l'Europe (CEE) de juillet 2018 à juillet 2019, grâce aux contributions du fonds allemand de coopération, par l'intermédiaire du Physikalisch-Technische Bundesanstalt (PTB), ainsi que de l'American Society for Testing and Materials et de l'Institute of Electrical and Electronic Engineers (IEEE).

Décision proposée

« Le Groupe de travail prend note du projet de rapport et remercie le Gouvernement allemand, le PTB et les autres donateurs pour leurs généreuses contributions. Le Groupe de travail se félicite de la poursuite du projet pour un autre exercice biennal et demande au secrétariat de continuer de rendre compte des activités techniques menées. »



I. Introduction

1. Le projet pour le développement de l'utilisation et de l'intégration des normes au service de la réalisation des objectifs de développement durable a été mené par le secrétariat de la CEE de juillet 2018 à juillet 2019, grâce aux contributions du fonds allemand de coopération, par l'intermédiaire du Physikalisch-Technische Bundesanstalt (PTB), ainsi que de l'American Society for Testing and Materials et de l'Institute of Electrical and Electronic Engineers (IEEE).

II. Résumé des activités exécutées dans le cadre du projet

2. Les principales réalisations du projet sont les suivantes :

a) L'organisation de deux événements de haut niveau (la manifestation intitulée « Les normes au service de la réalisation des objectifs de développement durable », le 26 septembre 2018, et l'ouverture à signature de la Déclaration sur l'élaboration de normes tenant compte des questions de genre, le 14 mai 2019) ;

b) La réalisation de deux publications sur les normes au service des objectifs de développement durable et sur les normes tenant compte des questions de genre ;

c) La mise en place d'un portail sur le site Web de la CEE <https://standards4sdgs.unece.org/> comprenant : un outil permettant de mettre en évidence les normes qui contribuent à la réalisation des objectifs et des cibles de développement durable ; un recueil d'études de cas sur des pays, des villes et des régions qui ont utilisé avec succès des normes sur la durabilité ; et des supports de formation en ligne ;

d) La production de deux vidéos et d'un film d'animation sur les normes au service des objectifs de développement durable et sur les normes tenant compte des questions de genre, ainsi que de nombreux supports de sensibilisation (affiches, brochures, etc.) ; et

e) La participation du secrétariat à neuf événements de sensibilisation et de renforcement des capacités destinés à renforcer l'utilisation et l'intégration des normes par les responsables politiques et à accroître la coopération entre ces responsables et les spécialistes de la normalisation.

3. L'outil de consultation développé dans le cadre du projet permet aux utilisateurs de trouver les normes qui appuient la réalisation de cibles et d'objectifs de développement durable particuliers (actuellement, les objectifs 6, 7, 11 et 13). Il permet en outre aux responsables politiques et aux autres parties prenantes d'accéder rapidement à un vaste éventail de connaissances et de compétences qui ont une pertinence immédiate eu égard à leurs besoins et aspirations.

4. Lorsqu'on entre un objectif et une cible dans le champ de recherche, l'outil en ligne affiche la liste complète des normes qui peuvent être utilisées pour soutenir leur réalisation. Les résultats comprennent : le nom et le logo de l'organisme qui a mis au point la norme, un lien vers la page du comité technique chargé de son développement, ainsi qu'un lien vers la page Web sur laquelle la norme peut être commandée ou téléchargée.

5. La base de données contient actuellement près de 1 000 normes provenant d'organismes de normalisation internationaux, régionaux et nationaux, y compris les suivants : l'American Water Works Association, l'American Society for Testing and Materials, le Comité européen de normalisation (CEN), le Comité européen de normalisation électrotechnique (CENELEC), le CEN/CENELEC, l'Institut européen des normes de télécommunication (ETSI), Equitable Origin, le Forest Stewardship Council (FSC), l'Initiative mondiale sur les rapports de performance (GRI), la Commission électrotechnique internationale (CEI), l'Institute of Electrical and Electronic Engineers (IEEE), l'Union internationale des télécommunications (UIT), l'Organisation internationale

de normalisation (ISO), le Marine Stewardship Council (MSC), le Fonds mondial pour la nature (WWF), la CEE, UTZ et l'Organisation mondiale de la Santé (OMS).

6. Même si d'autres organismes ont aussi travaillé sur les liens entre les normes et les objectifs de développement durable, la base de données de la CEE est unique de par son impartialité et sa portée.

7. L'outil de consultation est mis à disposition sur un portail qui a été fait sur mesure pour soutenir le projet et qui propose aussi un recueil d'études de cas et trois cours en ligne sur la gestion des risques, l'évaluation de la conformité et la surveillance des marchés. En outre, des fonds du projet ont été utilisés pour faire connaître la Déclaration sur l'élaboration de normes tenant compte des questions de genre et promouvoir son adoption. Ces activités d'information et de sensibilisation ont rencontré un franc succès, comme en témoigne le grand nombre d'organismes de normalisation qui ont signé la Déclaration le jour où elle a été ouverte à signature, ainsi qu'ultérieurement (60 organismes de normalisation l'avaient signée au moment de l'établissement du présent rapport, en septembre 2019).

8. Le tableau ci-dessous donne des renseignements supplémentaires sur toutes les activités.

III. Réalisations et effets

9. Le projet comprenait deux réalisations escomptées :

a) Faire mieux comprendre aux responsables politiques le rôle des normes dans la mise en œuvre du Programme 2030 (1^{re} réalisation escomptée) ; et

b) Renforcer la coopération au service du développement durable entre les organismes de normalisation, les gouvernements nationaux et les entités des Nations Unies (2^e réalisation escomptée).

10. En ce qui concerne la 1^{re} réalisation escomptée, plusieurs indicateurs confirment qu'elle a été accomplie :

a) Selon une enquête menée auprès des participants à la manifestation de haut niveau, la compréhension générale du rôle des normes dans la mise en œuvre du Programme 2030 s'établissait à 3,17 sur 5 avant la manifestation et était passée à 4 sur 5 après celle-ci ;

b) À l'occasion de 10 réunions d'organismes de normalisation et d'organes de décision tenues en 2018 et 2019, le secrétariat de la CEE a fait des exposés sur la contribution des normes non contraignantes à la réalisation du Programme 2030 et sur celle de l'outil de consultation du Groupe de travail ; et

c) Grâce à sa vaste portée, la campagne d'information sur les normes tenant compte des questions de genre, menée au moyen des médias traditionnels ainsi que des médias sociaux, de films d'animation et de contacts directs, avait permis d'atteindre plus de cinq millions de personnes dans le monde.

11. Pour ce qui est de la 2^e réalisation escomptée, le nombre de signataires de la Déclaration sur l'élaboration de normes tenant compte des questions de genre est un indicateur important.

12. Cet indicateur avait été retenu car il témoignait de la volonté des spécialistes de la normalisation d'agir pour la réalisation de l'objectif 5, en partenariat avec les États Membres, la CEE et d'autres entités des Nations Unies, ainsi que d'autres parties prenantes importantes comme les ONG et le milieu universitaire. En outre, 32 signataires de la Déclaration se sont réunis officiellement au Cap (Afrique du Sud) le 17 septembre 2019, preuve supplémentaire de leur volonté de travailler en partenariat et de leur disposition à le faire.

13. Le jour de l'ouverture à signature, la Déclaration a été signée par 55 organismes de normalisation, y compris tous les organismes internationaux de normalisation de premier

plan (CEI, ISO et UIT) et les principaux organismes régionaux de normalisation (CEN/CENELEC et l'Organisation régionale africaine de normalisation (ORAN)), un grand nombre d'organismes nationaux de normalisation de toutes les régions du monde, ainsi que des organismes sectoriels et des organismes établissant des normes non contraignantes sur la durabilité. Pour ce qui est de l'engagement des États membres de la CEE, 40 % d'entre eux ont signé officiellement la Déclaration, tout comme 22 organismes de normalisation extérieurs à la région de la CEE, ainsi que d'autres parties prenantes importantes. Les signataires représentent des populations se trouvant sur tous les continents et dans différentes situations géopolitiques, et présentant des niveaux de développement divers.

14. Dans l'ensemble, le projet a permis de recueillir et de diffuser de nouveaux éléments factuels sur la manière dont les normes ont été appliquées et peuvent l'être encore par les responsables politiques dans chaque région du monde, ainsi que des éléments factuels concernant l'intégration des normes dans l'établissement de rapports sur les objectifs de développement durable. Dans les publications, un accent particulier a été mis sur la manière dont les normes ont été mentionnées dans les examens nationaux volontaires.

15. Le tableau ci-dessous présente des renseignements supplémentaires et d'autres indicateurs.

IV. Suite donnée au projet

16. Un projet de suivi a déjà été lancé grâce au maintien du généreux financement du Gouvernement allemand, par l'intermédiaire du PTB, pour la période 2019-2021. Les résultats immédiats escomptés du projet sont les suivants :

- a) L'organisation de la première réunion des signataires de la Déclaration sur l'élaboration de normes tenant compte des questions de genre, au Cap (Afrique du Sud), le 17 septembre 2019 ;
- b) La poursuite du développement du portail et la mise au point de nouveaux supports de formation et de sensibilisation ;
- c) L'organisation de deux manifestations de haut niveau et de quatre ateliers nationaux/régionaux sur les normes au service des objectifs de développement durable et sur les normes tenant compte des questions de genre ; et
- d) La fourniture d'un soutien personnalisé aux parties prenantes locales et nationales dans le développement, la diffusion et la mise en œuvre des meilleures pratiques en matière de normes tenant compte des questions de genre.

Tableau

Projet de rapport final sur le projet (mode de présentation de la CEE)

<i>Renseignements d'ordre général</i>	
Numéro et titre du projet	Développement de l'utilisation et de l'intégration des normes au service de la réalisation des objectifs de développement durable
Directrice de projet	Lorenza Jachia
Durée convenue du projet	12 mois (juillet 2018-juillet 2019)
Durée réelle du projet et période à l'examen	12 mois
Taux d'exécution financière	Ces renseignements seront fournis ultérieurement.

<p>Résumé des effets/résultats (max 4 par.)</p>	<p>Le projet a contribué à ce que les responsables politiques connaissent mieux les normes non contraignantes telles que développées par les organismes nationaux, régionaux et internationaux de normalisation et les utilisent davantage dans le cadre de leurs stratégies pour la réalisation des objectifs de développement durable. De plus, le projet a renforcé la coopération et la compréhension mutuelle entre les organismes internationaux de normalisation d'une part et les organismes réglementaires, les administrations et les responsables politiques d'autre part.</p> <p>Les objectifs du projet ont non seulement été pleinement atteints, mais les résultats ont également largement dépassé les attentes et le projet a ainsi donné lieu :</p> <ul style="list-style-type: none"> - À l'organisation de deux événements de haut niveau (la manifestation intitulée « Les normes au service de la réalisation des objectifs de développement durable », le 26 septembre 2018, et l'ouverture à signature de la Déclaration sur l'élaboration de normes tenant compte des questions de genre, le 14 mai 2019 ; - À la réalisation de deux publications sur les normes au service des objectifs de développement durable et sur les normes tenant compte des questions de genre ; - À la mise en place d'un portail sur le site Web de la CEE https://standards4sdgs.unece.org/ comprenant : un outil permettant de mettre en évidence les normes qui contribuent à la réalisation des objectifs et des cibles de développement durable ; un recueil d'études de cas sur des pays, des villes et des régions qui ont utilisé avec succès des normes sur la durabilité ; et des supports de formation en ligne ; - À la production de deux vidéos et d'un film d'animation sur les normes au service des objectifs de développement durable et sur les normes tenant compte des questions de genre, ainsi que de nombreux supports de sensibilisation (affiches, brochures, etc.). <p>En outre, des fonds du projet ont été utilisés pour faire connaître la Déclaration sur l'élaboration de normes tenant compte des questions de genre et promouvoir son adoption. Ces activités d'information et de sensibilisation ont rencontré un franc succès, comme en témoigne le grand nombre d'organismes de normalisation qui ont signé la Déclaration le jour où elle a été ouverte à signature, ainsi qu'ultérieurement.</p>
<p>Objectifs et cibles de développement durable auxquels le projet a contribué</p>	<p>Objectif 5 : Égalité des sexes et autonomisation des femmes</p> <ul style="list-style-type: none"> • Cible 5.5 : Veiller à ce que les femmes participent pleinement et effectivement aux fonctions de direction à tous les niveaux de décision, dans la vie politique, économique et publique, et y accèdent sur un pied d'égalité.

Le projet a permis de mieux faire connaître les effets des normes sur l'autonomisation des femmes et l'égalité des sexes, comme en témoigne la signature de la Déclaration sur l'élaboration de normes tenant compte des questions de genre par 60 organismes internationaux, régionaux et nationaux de normalisation du monde entier. Cela aura un effet direct en augmentant la participation des femmes à l'élaboration de normes, ainsi que la représentation de leurs intérêts dans les normes elles-mêmes

Objectif 6 : Eau propre et assainissement

- Toutes les cibles
- Le projet a contribué à faire mieux connaître la manière dont les responsables politiques utilisent les normes lorsqu'ils évaluent la qualité de l'eau potable et garantissent un approvisionnement fiable et à un coût abordable. Les études de cas recueillies ont également démontré comment les normes pouvaient soutenir le traitement des eaux usées et aider les collectivités humaines à faire face à une pénurie d'eau.

Objectif 7 : Énergie propre et d'un coût abordable

- Toutes les cibles
- Le projet a contribué à souligner l'importance des normes pour soutenir la transition vers les énergies propres. Plus particulièrement, les études de cas ont mis en lumière la manière dont les responsables politiques ont utilisé les normes dans le cadre d'initiatives relatives à l'efficacité énergétique, au développement des technologies des énergies renouvelables et pour renforcer la qualité des processus institutionnels en la matière.

Objectif 11 : Villes et communautés durables

- 11.3 (renforcer les capacités de planification et de gestion participatives, intégrées et durables des établissements humains) et 11.5 (réduire les pertes humaines, économiques et environnementales directement et indirectement imputables aux catastrophes)
- Les études de cas recueillies dans le cadre du projet au titre de la cible 11.3 ont montré comment les administrations locales utilisaient les normes internationales pour élaborer et appliquer des indicateurs clefs de performance et renforcer la sécurité, la sûreté et la mobilité des transports. Les études de cas recueillies au titre de la cible 11.5 montrent comment les normes ont été utilisées pour renforcer la résilience des communautés face aux catastrophes, à savoir, en soutenant les dispositifs d'alerte rapide et les alertes d'urgence, en incluant avec succès des volontaires dans les interventions en cas de catastrophe, ainsi qu'en faisant mieux connaître les risques naturels aux communautés.

Objectif 13 : Mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques

- 13.3 : en particulier pour ce qui est de renforcer les capacités institutionnelles en ce qui concerne l'atténuation des changements climatiques

	<ul style="list-style-type: none"> • Les études de cas recueillies dans le cadre du projet montrent comment les normes ont été utilisées pour réduire les effets négatifs des opérations sur l'environnement, mettre en œuvre des systèmes de gestion de l'environnement efficaces, communiquer sur les performances environnementales et financer des initiatives d'adaptation aux changements climatiques.
<p>Examen des réalisations escomptées et des activités visées dans le descriptif du projet</p> <p><i>(Veuillez veiller à ce que l'examen : i) comprenne toutes les réalisations escomptées et activités visées dans le descriptif du projet mis en œuvre pendant la période à l'examen ; ii) fournisse des renseignements sur le lieu et les dates des ateliers/séminaires, ainsi que sur le nombre de participants, ventilés par sexe, notamment ; et iii) précise si les activités ont été achevées ou doivent encore l'être.)</i></p>	
1^{re} réalisation escomptée	<i>Faire mieux comprendre aux responsables politiques le rôle des normes dans la mise en œuvre du Programme 2030</i>
Indicateurs de succès pour la 1^{re} réalisation escomptée	<p>Au moins 80 % des personnes invitées ont confirmé qu'elles comprenaient mieux le rôle des normes dans la mise en œuvre du Programme 2030, comme en témoigne l'enquête d'évaluation menée après la manifestation.</p> <p>Une enquête a été menée auprès des participants à la manifestation de haut niveau. Les personnes qui ont répondu (65 % d'entre elles représentant des organismes de normalisation) ont confirmé que, dans l'ensemble, elles comprenaient mieux le rôle des normes dans la mise en œuvre du Programme 2030 depuis qu'elles avaient participé à la manifestation de haut niveau. Avant la tenue de celle-ci, la moyenne pondérée obtenue concernant la question de la compréhension générale était de 3,17 sur 5. Après la manifestation, cette moyenne s'élevait à 4,0 sur 5.</p> <p>En ce qui concerne la convenance du contenu et de l'organisation de chacune des réunions subsidiaires, les moyennes sont les suivantes : (objectif 6 : 4,50 ; objectif 7 : 4,62 ; objectif 11 : 4,25 ; et objectif 13 : 4,89). Les personnes sondées ont loué l'utilisation d'études de cas dans le cadre de la manifestation et 80 % d'entre elles (moyenne pondérée de 4,04) l'ont notée entre 4 sur 5 et 5 sur 5. L'enquête d'évaluation a confirmé que l'organisation de la manifestation était considérée comme bonne (moyenne pondérée de 4,09) et 97 % des personnes interrogées ont dit souhaiter être informées des activités futures du projet sur le développement de l'utilisation et de l'intégration des normes au service de la réalisation des objectifs de développement durable. Parmi les personnes interrogées, 79 % ont confirmé être intéressées à participer aux activités du Groupe de travail. Quelque 95 % des sondés étaient favorables à l'organisation d'un événement similaire en parallèle à une future assemblée générale de l'ISO ou à une autre réunion internationale sur les normes.</p> <p>Présentation des contributions des normes non contraignantes à la réalisation du Programme 2030 et de l'outil de consultation du Groupe de travail, à l'occasion de quatre réunions nationales/régionales/internationales relatives aux normes tenues en 2018 et en 2019.</p>

	<p>Le secrétaire du Groupe de travail des politiques de coopération en matière de réglementation et de normalisation a présenté les résultats du projet lors des événements ci-après, ainsi qu'à un grand nombre de réunions informelles :</p> <ul style="list-style-type: none"> – Assemblée générale de l'ISO 2018 (plus particulièrement la réunion subsidiaire sur les normes internationales à l'appui des objectifs de développement durable), Genève (Suisse), 24-28 septembre 2018 – Sixième séance plénière du Comité technique 262 de l'ISO (TC 262) sur la sécurité et la résilience (Stavanger (Norvège), 7-12 octobre 2018), à laquelle ont participé 150 délégués représentant 30 pays – Séance publique du Conseil consultatif pour le développement durable du Parlement allemand (17 octobre 2018, Berlin) – Réunion de haut niveau sur la valeur des produits, services et organisations certifiés, tenue par l'organisme italien de certification Accredia (10 janvier 2019, Milan (Italie)) – Réunions des structures de coopération en matière d'obstacles techniques au commerce (OTC) de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) (13-15 mars 2019, Windhoek) – Trente-quatrième séance plénière et atelier du Comité d'évaluation de la conformité (CASCO) de l'ISO (29 avril-3 mai 2019, Nairobi) – Conférence donnée par Small Business Standards (22 mai, Bruxelles) – Séance plénière du Comité technique 207 de l'ISO sur le management environnemental (3 juin 2019, Berlin) – Conférences ISEAL/BSR du Groupe de travail sur l'égalité des sexes (17 juin, Bruxelles), et sur les normes mondiales sur la durabilité (18 juin, La Haye (Pays-Bas)) – Rapports aux réunions du Comité des obstacles techniques au commerce de l'OMC (14-15 novembre 2018, 5-7 mars 2019 et 18-20 juin 2019)
<p>Activité principale A.1.1</p> <p>Élaboration d'un outil de consultation pour trouver les normes qui appuient la réalisation de quatre objectifs particuliers (objectif 6 : Eau propre et assainissement ; objectif 7 : Énergie propre et d'un coût abordable ; objectif 11 : Villes et communautés durables ; et objectif 13 : Mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques)</p>	<p>L'outil de consultation développé dans le cadre du projet permet aux utilisateurs de trouver les normes qui appuient la réalisation de cibles et d'objectifs de développement durable particuliers (actuellement, les objectifs 6, 7, 11 et 13). Il permet en outre aux responsables politiques d'accéder rapidement à un vaste éventail de connaissances et de compétences qui ont une pertinence immédiate eu égard à leurs besoins et aspirations.</p> <p>Lorsqu'on entre un objectif et une cible dans le champ de recherche, l'outil en ligne affiche la liste complète des normes qui peuvent être utilisées pour soutenir leur réalisation. Les résultats comprennent : le nom et le logo de l'organisme qui a mis au point la norme, un lien vers la page du comité technique chargé de son développement, ainsi qu'un lien vers la page Web sur laquelle la norme peut être commandée ou téléchargée.</p>

	<p>La base de données contient actuellement près de 1 000 normes provenant d'organismes de normalisation internationaux, régionaux et nationaux, y compris les suivants : American Water Works Association, American Society for Testing and Materials, CEN/CENELEC, ETSI, Equitable Origin, FSC, GRI, CEI, IEEE, UIT, ISO, MSC, WWF, UTZ et OMS.</p> <p>Même si d'autres organisations ont aussi travaillé sur les liens entre les normes et les objectifs de développement durable, la base de données de la CEE est unique de par son impartialité et sa portée.</p> <p>L'outil de consultation est mis à disposition sur un portail qui a été fait sur mesure pour soutenir le projet et qui propose aussi un recueil d'études de cas et trois cours en ligne sur la gestion des risques, l'évaluation de la conformité et la surveillance des marchés.</p>
<p>Activité principale A.1.2</p> <p>Élaboration de quatre études de cas illustrant comment la mise en œuvre de normes par les responsables politiques nationaux contribue à la réalisation d'objectifs spécifiques</p>	<p>Au total, 25 études de cas ont été soumises par des responsables politiques du monde entier et peuvent être consultées, de même que le moteur de recherche, sur le portail des normes au service des objectifs de développement durable, à l'adresse suivante : https://standards4sdgs.unece.org/</p> <p>Il s'agit de 4 études de cas sur l'objectif 6, de 6 études sur l'objectif 7, de 8 études sur l'objectif 11 et de 7 études sur l'objectif 13.</p> <p>En outre, les enseignements à retenir des études de cas ont été compilés dans deux publications, « Les normes au service des objectifs de développement durable » et « Les normes tenant compte des questions de genre », qui seront mises à disposition sur le site Web du WP.6 dans les prochaines semaines.</p>
<p>Activité principale A.1.3</p> <p>Réalisation de documents de sensibilisation sur le thème des normes au service des objectifs de développement durable (vidéos, brochures)</p>	<p>Des brochures, des affiches et des documents d'information PowerPoint ont été créés pour l'événement « Les normes au service de la réalisation des objectifs de développement durable » et utilisés dans tout le village éphémère au cours de l'après-midi durant lequel s'est tenue l'Assemblée générale de l'ISO, au Centre international de conférences de Genève.</p> <p>Trois vidéos, respectivement sur les normes au service de la réalisation des objectifs de développement durable, sur la Déclaration de la CEE sur les normes tenant compte des questions de genre et sur la cérémonie marquant l'ouverture à signature de la Déclaration (processus en cours d'achèvement) ont été élaborées et mises à disposition sur YouTube et largement partagées sur les médias sociaux (voir ci-dessous pour plus de renseignements sur les médias sociaux et les campagnes médiatiques).</p>

2 ^e réalisation escomptée	<i>Renforcer la coopération pour le développement durable entre les organismes de normalisation, les gouvernements nationaux et les entités des Nations Unies</i>
Indicateurs de succès pour la 2 ^e réalisation escomptée	<p>Au moins 10 % des organismes de normalisation, des autorités nationales et des entités des Nations Unies représentés à l'événement « Les normes au service des objectifs de développement durable » – comme démontré dans l'enquête d'évaluation – ont dit être intéressés à participer au Conseil consultatif du Groupe de travail des politiques de coopération en matière de réglementation et de normalisation, qui devait être officiellement créé à la vingt-huitième session du Groupe de travail (en application de sa décision prise à sa session précédente).</p> <p>Contrairement aux attentes, le Groupe de travail n'a pas créé de conseil consultatif à sa vingt-huitième session. C'est pour cela qu'un indicateur supplétif est utilisé dans le but d'évaluer cette réalisation escomptée. L'indicateur supplétif utilisé est le nombre d'organismes de normalisation qui sont devenus signataires de la Déclaration sur l'élaboration de normes tenant compte des questions de genre.</p> <p>C'est un bon indicateur car il témoigne de la volonté des spécialistes de la normalisation d'agir pour la réalisation de l'objectif 5, en partenariat avec les États Membres, la CEE et d'autres entités des Nations Unies, ainsi que d'autres parties prenantes importantes comme les ONG et le milieu universitaire. En outre, les signataires de la Déclaration se sont réunis officiellement au Cap (Afrique du Sud) le 17 septembre 2019, preuve supplémentaire de leur volonté de travailler en partenariat et de leur disposition à le faire.</p> <p>Le jour de l'ouverture à signature, la Déclaration a été signée par 55 organismes de normalisation, y compris tous les organismes internationaux de normalisation de premier plan (CEI, ISO et UIT) et les principaux organismes régionaux de normalisation (CEN/CENELEC et ORAN), un grand nombre d'organismes nationaux de normalisation de toutes les régions du monde, ainsi que des organismes sectoriels et des organismes établissant des normes non contraignantes sur la durabilité. En ce qui concerne l'engagement des États membres de la CEE, 40 % d'entre eux ont signé officiellement la Déclaration.</p>
<p>Activité principale A.2.1 <i>(Titre de l'activité principale A.2.1, conformément au descriptif du projet)</i></p> <p>A.2.1 Soutenir la participation de responsables politiques de pays en développement et de pays parmi les moins avancés à l'Assemblée générale de l'ISO et, en particulier, à la manifestation conjointe CEE-ISO du 26 septembre 2018 sur le thème des normes au service de la réalisation des objectifs de développement durable.</p>	Près de 800 personnes ont participé à la manifestation conjointe CEE-ISO sur le thème des normes au service de la réalisation des objectifs de développement durable, notamment des responsables politiques, des représentants d'organismes de normalisation nationaux, régionaux et internationaux, d'entités des Nations Unies et du milieu universitaire, ainsi que d'autres parties prenantes importantes, ce qui était sans précédent.

La manifestation avait été conçue selon l'approche de la formation par les pairs. Ainsi, les ministères d'exécution, les organismes de réglementation et les administrations locales et centrales ont fait part de leur recours aux normes pour aborder des difficultés et des aspirations communes dans des secteurs essentiels comme l'eau, l'énergie, les villes intelligentes et l'action climatique. Cette expérience a amené une participante à conclure, en se référant à la politique relative à l'eau qu'elle avait développée, qu'elle aurait « fait les choses bien différemment » si elle avait pleinement tiré profit du potentiel des normes et mieux compris comment elles s'appliquent.

Dans son allocution d'ouverture, le Directeur général de l'Office des Nations Unies à Genève, Michael Møller, a fait observer que la manifestation était un exemple de la collaboration que l'ONU promeut dans ses travaux quotidiens « pour encourager de nouveaux partenariats, mettre en commun les enseignements à retenir et soutenir la création de solutions collectives face aux défis transversaux » comme la mise en œuvre du Programme 2030. M. Sergio Mujica, Secrétaire général de l'ISO, a souligné qu'il importait que les deux organisations travaillent ensemble.

Résumé (max. 2 pages) d'évaluation générale *Veillez fournir, dans la mesure du possible, des données quantitatives et qualitatives sur chacune des questions ci-après :*

1. *Selon vous, en quoi le projet financé par la contribution volontaire du Gouvernement allemand, par l'intermédiaire du Physikalisch-Technische Bundesanstalt (PTB), ainsi que de l'American Society for Testing and Materials et de l'IEEE a aidé la CEE à exécuter son mandat et à répondre aux demandes/attentes de ses États membres ?*

Les résultats obtenus dans le cadre du projet mis en œuvre grâce au financement volontaire du Gouvernement allemand, par l'intermédiaire du Physikalisch-Technische Bundesanstalt (PTB), ainsi que de l'American Society for Testing and Materials et de l'IEEE ont contribué à soutenir l'exécution générale du mandat de la CEE, consistant à faciliter une intégration et une coopération économiques plus poussées et à favoriser le développement durable et la prospérité économique. Les effets n'ont pas été limités aux pays membres de la CEE, mais ont également été constatés bien au-delà de la région de la CEE. Par exemple, sur les 25 études de cas présentées à la manifestation « Les normes au service des objectifs de développement durable », 16 ne provenaient pas de la région de la CEE.

Les activités menées dans le cadre du projet – comme les présentations des réalisations du projet faites à des réunions importantes d'organismes de normalisation – ont contribué à mieux faire connaître aux spécialistes de la normalisation le mandat général de l'Organisation des Nations Unies et en particulier le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et ses 17 objectifs de développement durable. Les organismes de normalisation savent désormais bien mieux comment ils peuvent – en pratique – contribuer au développement durable et comment ils peuvent aider les administrations nationales à assurer un suivi et à rendre des comptes.

En outre, le projet a permis de diffuser de nouveaux éléments factuels sur la manière dont les normes ont été appliquées et peuvent l'être encore par les responsables politiques dans chaque région du monde, ainsi que des éléments factuels concernant l'intégration des normes dans l'établissement de rapports sur les objectifs de développement durable, et en particulier dans les examens nationaux volontaires. Ces éléments ont été recueillis et mis à disposition dans des publications et des supports d'apprentissage réalisés dans le cadre du projet – à savoir les publications sur les normes au service des objectifs de développement durable et sur les normes tenant compte des questions de genre. Les responsables politiques ont indiqué mieux comprendre ce que sont les normes, comment elles sont élaborées et comment elles peuvent contribuer à favoriser et à suivre la durabilité et à rendre compte en la matière.

À l'avenir, l'outil de consultation, qui fait le lien entre près de 1 000 normes et 4 objectifs de développement durable et leurs cibles, permettra aux responsables politiques d'accéder à un large corpus de pratiques de référence dans lequel ils pourront puiser pour soutenir leurs actions concernant des objectifs politiques particuliers.

2. *Quels avantages concrets les activités du projet ont-elles apportés aux « clients » dans les pays bénéficiaires ? Veuillez fournir deux ou trois exemples « concrets » (par exemple de nouvelles lois/mesures de politique générale, un renforcement institutionnel, de nouveaux « produits », comme des normes, des supports d'enseignement, etc.). Accompagnez ces exemples d'évaluations établies par des partenaires dans la mise en œuvre de projets et par des bénéficiaires de projets).*

Les activités exécutées dans le cadre du projet ont produit les résultats concrets et les effets suivants :

- Normes au service des objectifs de développement durable :
 - i. Une communauté de vues des organismes de normalisation et des agents de la fonction publique, ainsi que des autres parties prenantes actives dans le domaine de la réglementation, au sujet de l'importance d'une approche fondée sur les normes dans les cadres réglementaires relatifs au développement durable ;
 - ii. Le portail sur les normes au service des objectifs de développement durable, qui propose un outil de consultation, un vaste recueil d'études de cas et des supports de formation en ligne, pour renforcer la capacité des responsables politiques à développer des cadres réglementaires fondés sur des normes ;
 - iii. Un document sur les normes au service des objectifs de développement durable et une vidéo sur la manifestation CEE-ISO sur le sujet, ainsi qu'un grand nombre de brochures et de supports de sensibilisation ;
 - iv. L'organisme allemand de normalisation, DIN, a participé à la manifestation sur les normes au service des objectifs de développement durable au cours de la quarante et unième Assemblée générale de l'ISO à Genève. Son représentant a déclaré : « Notre délégation a particulièrement apprécié les outils que le secrétariat de la CEE a présentés à cette occasion [...] et a décidé de les utiliser dans le cadre des travaux de l'initiative commune sur la normalisation, en particulier pour ce qui est de la mesure 4 », qui vise à faire mieux connaître la normalisation aux autorités publiques nationales. « Les études de cas recueillies dans le cadre du projet sur les normes au service des objectifs de développement durable de la CEE se sont révélées utiles. Nous avons même commencé à recueillir d'autres exemples sur la base du modèle utilisé par la CEE. Les personnes travaillant pour les organismes nationaux de normalisation comme pour les autorités publiques nationales peuvent désormais utiliser ces exemples pour bénéficier des connaissances concernant les avantages des normes et de la normalisation. » ;
 - v. La CEE a été invitée à présenter le projet sur les normes au service des objectifs de développement durable à la séance publique du Conseil consultatif pour le développement durable du Parlement allemand (Bundestag). Cette invitation a été une occasion importante de démontrer au législateur allemand la valeur des normes pour le développement durable. Les parlementaires ont conclu la discussion en soulignant la complémentarité entre la réglementation et les normes non contraignantes pour le développement durable.
- Normes tenant compte des questions de genre :
 - i. Les organismes de normalisation savent et comprennent mieux combien il importe d'intégrer les questions de genre dans la normalisation, comme le montre la signature de la Déclaration par 58 organismes de normalisation au 9 septembre 2019 ;

- ii. L'établissement de contacts directs avec plus de 200 organismes de normalisation du monde entier, afin de fournir des renseignements sur la Déclaration sur l'élaboration de normes tenant compte des questions de genre et de promouvoir son adoption, ce qui a donné lieu à la mise en service d'un serveur qui permettra à la CEE, même après l'achèvement du projet, de communiquer efficacement avec les spécialistes de la normalisation du monde entier sur de nouvelles initiatives importantes ;
- iii. Un document sur les normes tenant compte des questions de genre, un film d'animation et une vidéo résumant les principaux messages de la manifestation organisée à l'occasion de l'ouverture à signature de la Déclaration ;
- iv. Seize vidéos de soutien fournies par des signataires de la Déclaration ;
- v. Parmi les nombreuses expressions de soutien d'organismes de normalisation, il convient de relever les suivantes : « Intégrer les questions de genre dans la normalisation est important pour que les normes soient pertinentes pour tous » (M. Sergio Mujica, Secrétaire général de l'ISO) ; « Nous vivons dans un monde conçu par les hommes, pour les hommes » (M. Reinhard Scholl, au nom de M. Houlin Zhao, Secrétaire général de l'Union internationale des télécommunications (UIT)) ; « Les points de vue différents rendent les solutions technologiques plus pertinentes » (Frans Vreeswijk, CEI) ; « Mettre en œuvre des normes tenant compte des questions de genre se traduira, à terme, par une société qui tiendra compte des questions de genre » (M^{me} Surina Rajan, Directrice générale, Bureau indien de normalisation) ; « Les normes devraient tous nous servir » (M. Hermogene Nsengimana, Secrétaire général de l'Organisation régionale africaine de normalisation, ORAN) ; « Cette déclaration est une excellente occasion d'associer des actions isolées : utilisons-la pour augmenter le nombre de femmes compétentes dans la normalisation en Europe » (M^{me} Elena Santiago Cid, Directrice générale du Comité européen de normalisation (CEN) et du Comité européen de normalisation électrotechnique (CENELEC) (CEN-CENELEC)) ;
- vi. Présentation de la Déclaration lors des réunions des structures de coopération en matière d'obstacles techniques au commerce OTC de la SADC (13-15 mars 2019, Windhoek) et lors des conférences du Groupe de travail ISEAL/BSR sur l'égalité des sexes (17 juin, Bruxelles) et sur des normes mondiales sur la durabilité (18 juin, la Haye (Pays-Bas)) ;
- vii. Les activités de la CEE ont permis de sensibiliser le Comité OTC de l'OMC, lors de ses réunions, à l'importance des questions de genre, ce qui a conduit le Canada à proposer d'organiser un atelier ou une séance thématique sur le rôle que les questions de genre jouent dans le développement de normes et de règlements techniques. Un atelier aura lieu fin 2020 ;
- viii. De nombreux organismes ont déjà fait part des engagements qu'ils ont pris dans le cadre de leurs plans d'action, y compris, par exemple, IPQ, l'organisme portugais de normalisation, qui a indiqué avoir conclu un partenariat avec l'IST, l'organisme islandais de normalisation, en vue d'adopter une norme développée initialement par l'IST sur un système de gestion de l'égalité des salaires ;
- ix. La politique commerciale féministe adoptée récemment par la Suède comprend un engagement concernant les normes tenant compte des questions de genre (<https://www.regeringen.se/pressmeddelanden/2019/08/regeringen-satsar-pa-feministisk-handelspolitik/>).

3. *Avez-vous rencontré des problèmes dans l'exécution du projet (y compris avec des partenaires) et avez-vous dû modifier le programme de mise en œuvre ? Quels sont les principaux enseignements tirés et meilleures pratiques ressortant de la mise en œuvre du projet ?*

Les deux problèmes les plus sérieux étaient les suivants :

- Le manque de personnel émergeant au budget ordinaire pour soutenir les activités du projet, ce qui s'est traduit par des occasions manquées, par exemple : présenter les constatations du projet à un plus grand nombre d'événements de haut niveau, ou organiser ou coorganiser davantage d'événements de sensibilisation et de renforcement des capacités ;

- Le processus très bureaucratique d'intégration des fonds du projet – qui a eu pour conséquence d'importants retards dans le lancement des activités – a rendu extrêmement stressants les préparatifs de la manifestation sur les normes au service des objectifs de développement durable.

Le premier problème sera aggravé par des coupes budgétaires dans l'ensemble de l'organisation, qui ont déjà fait perdre une personne de soutien dans la section qui appuie l'exécution du projet. Quant au second problème, la CEE travaille actuellement sur une procédure simplifiée de lancement de projets techniques de coopération, qui sera examinée par les États membres. Si elle devait être approuvée, elle pourrait permettre d'économiser beaucoup de temps et de ressources dans la phase de lancement des activités du projet, qui est souvent très chargée.

4. *Qu'est-ce qui aurait pu être mieux fait pour accroître l'efficacité du projet, et renforcer ses effets et sa durabilité ? Comment les activités menées dans le cadre du projet auraient-elles pu être menées en synergie avec d'autres travaux/activités connexes de la CEE ?*

Tout au long du projet, le WP.6 a collaboré étroitement avec des collègues d'autres divisions, en particulier celles de l'environnement, de l'énergie et du logement. Il a également travaillé en partenariat avec un certain nombre d'entités appartenant ou non au système des Nations Unies pour répertorier et sélectionner les études de cas à présenter. Ce vaste réseau de collaboration a permis à la petite structure qu'est le WP.6 d'atteindre un très grand nombre de responsables politiques dans divers secteurs et régions géographiques et a été un facteur clef du succès de la manifestation sur les normes au service des objectifs de développement durable. Cela a également permis aux réalisations de différentes divisions de la CEE d'atteindre un public différent et plus large.

5. *Les résultats obtenus dans le cadre du projet ont-ils été à la mesure des fonds fournis ? Est-ce que des fonds supplémentaires ont été levés pour soutenir les activités menées dans le cadre du projet et faciliter l'obtention de résultats ?*

Il ne fait aucun doute que les résultats du projet ont dépassé les attentes. Ces résultats exceptionnels ont été possibles grâce au choix fait de tirer profit du large réseau de soutien dont dispose le Groupe de travail, qu'il s'agisse des spécialistes de la normalisation ou d'autres organisations internationales. En outre, les ressources du budget ordinaire et les fonds destinés au projet relatif à l'élimination des obstacles réglementaires et procéduraux au commerce au Bélarus, au Kazakhstan et au Kirghizistan (CEE-E268) et au projet relatif au renforcement des capacités nationales des institutions de promotion du commerce du Kirghizistan (E269) ont été utilisés au tout début du développement des formations en ligne, lesquelles ont désormais été intégrées au portail sur les normes au service des objectifs de développement durable, ainsi que dans les versions finales des publications sur les normes au service des objectifs de développement durable et sur les normes tenant compte des questions de genre.

Les projets futurs dans le domaine visé et les activités inscrites au budget ordinaire s'appuieront sur les résultats de ce projet. Plus particulièrement, les supports d'enseignement en ligne mis au point dans le cadre du projet seront adaptés et utilisés dans de futurs projets aux niveaux régional et national, par l'intermédiaire de centres éducatifs et de projets de coopération. Le portail et l'outil de consultation offriront aux futures activités du Groupe de travail un système de gestion des connaissances solide, disposant d'une excellente interface de diffusion d'informations. Qui plus est, les ressources du projet ont permis d'établir des contacts au sein de tous les principaux organismes de normalisation du monde, ce qui accroîtra sensiblement l'effet de levier et l'adoption de nouveaux projets et d'activités inscrites au budget ordinaire.

6. *Veillez joindre tous documents d'information complémentaires sur les activités menées dans le cadre du projet, tels que des coupures de presse, des reportages faits par les médias, des publications, des sites Web, etc.*

Communiqués de presse :

Deux sujets ont été publiés à l'occasion de la manifestation de haut niveau ISO-CEE sur les normes au service des objectifs de développement durable (voir le site Web de la CEE :

<http://www.unece.org/info/media/news/trade/2018/standards-for-the-sdgs-conference-to-explore-voluntary-standards-as-powerful-tools-for-sustainable-development/doc.html> et

<http://www.unece.org/info/media/news/trade/2018/unece-connects-policymakers-with-standards-for-the-sdgs/doc.html>).

Un communiqué de presse (« La CEE-ONU et plus d'une cinquantaine d'organismes de normalisation signent la Déclaration sur les normes et l'élaboration des normes tenant compte des questions de genre ») a été mis en ligne à l'occasion de l'ouverture à signature de la Déclaration sur l'élaboration de normes tenant compte des questions de genre (disponible sur la page Web suivante : <https://www.unece.org/fr/info/media/presscurrent-press-h/trade/2019/unece-and-over-50-standards-bodies-sign-declaration-on-gender-responsive-standards/doc.html>).

Analyse de la couverture de la cérémonie par les médias sociaux

L'équipe de communication a examiné les résultats des médias sociaux sur la période allant du 1^{er} au 24 mai 2019 et a constaté ce qui suit :

- Retweets compris : 376 résultats sur Twitter, Facebook, YouTube et des blogs.
- Retweets exclus : 61 résultats sur Twitter, Facebook, YouTube et des blogs.
- Estimation du nombre de personnes atteintes, retweets compris : 2 001 495.

L'essentiel de la couverture par les médias sociaux était en anglais et provenait des pays suivants : Suisse, Royaume-Uni, Belgique, Espagne, Chine, Algérie, Irlande, Allemagne, États-Unis et France.

Couverture médiatique nationale : articles concernant la Déclaration sur l'élaboration de normes tenant compte des questions de genre

Articles :

23 mai 2019 7 h 38	St. Kitts and Nevis Signs Declaration on Gender Responsive Standards and Standards Development	https://www.nevispages.com/st-kitts-and-nevis-signs-declaration-on-gender-responsive-standards-and-standards-development/	Saint-Kitts-et-Nevis
22 mai 2019 19 h 22	St. Kitts and Nevis signs declaration on gender responsive standards and standards development	https://zisonline.com/st-kitts-and-nevis-signs-declaration-on-gender-responsive-standards-and-standards-development/	Saint-Kitts-et-Nevis
21 mai 2019 22 h 44	UNE se adhiere a una iniciativa mundial para integrar la perspectiva de género en las normas	https://www.izaro.com/une-se-adhiere-a-una-iniciativa-mundial-para-integrar-la-perspectiva-de-genero-en-las-normas/c-1558351827/	Espagne
20 mai 2019 19 h 02	UNE se adhiere a una iniciativa mundial para integrar la perspectiva de género en las normas	https://www.mujeremprendedora.net/une-adhiere-iniciativa-mundial-integrar-perspectiva-genero-normas/	Espagne
20 mai 2019 17 h 26	UNE se adhiere a una iniciativa mundial para integrar la perspectiva de género en las normas	http://www.diariosigloxxi.com/texto-ep/mostrar/20190520172637/une-adhiere-iniciativa-mundial-integrar-perspectiva-genero-normas	Espagne
20 mai 2019 17 h 26	UNE se adhiere a una iniciativa mundial para integrar la perspectiva de género en las normas	https://www.bolsamania.com/noticias/sociedad/une-se-adhiere-a-una-iniciativa-mundial-para-integrar-la-perspectiva-de-genero-en-las-normas--4127393.html	Espagne

20 mai 2019 17 h 26	UNE se adhiere a una iniciativa mundial para integrar la perspectiva de género en las normas	https://www.europapress.es/epsocial/responsables/noticia-une-adhiere-iniciativa-mundial-integrar-perspectiva-genero-normas-20190520172634.html	Espagne
16 mai 2019 20 h 52	Over 50 Countries, Organizations Pledge to Create Gender-Responsive Standards	http://sdg.iisd.org/news/over-50-countries-organizations-pledge-to-create-gender-responsive-standards/	États-Unis d'Amérique
14 mai 2019 12 heures	CEN and CENELEC signed UNECE's declaration on gender responsive standards and standards development	http://pr.euractiv.com/pr/cen-and-cenelec-signed-unece-s-declaration-gender-responsive-standards-and-standards-development	Belgique
7 mai 2019 14 h 32	ปฏิญญาว่าด้วยการมาตรฐานที่ตระหนักถึงความเสมอภาคระหว่างหญิงชายและการกำหนดมาตรฐาน	https://www.ryt9.com/s/cab/2986786	Thaïlande
21 mai 2019	UNE adheres to a global initiative to integrate the gender perspective into standards	https://www.lavanguardia.com/vida/20190520/462363459847/une-se-adhiere-a-una-iniciativa-mundial-para-integrar-la-perspectiva-de-genero-en-las-normas.html	

Selon les estimations, ces médias auraient atteint 3 045 362 personnes.

En outre, des articles en ligne concernant la Déclaration ont été publiés sur les sites Web : i) du Centre international de commerce et de développement durable (CICDD) (<http://www.ictsd.org/bridges-news/bridges/news/un-commission-calls-for-gender-responsive-standards>) ; ii) du Women Organizing for Change in Agriculture and Natural Resource Management (WOCAN) (<http://www.wocan.org/resources/declaration-gender-responsive-standards-and-standards-development>) ; iii) de l'Institut international du développement durable (IIDD) (<https://sdg.iisd.org/news/over-50-countries-organizations-pledge-to-create-gender-responsive-standards/>) ; iv) des Champions internationaux de l'égalité des sexes (<https://genderchampions.com/news/over-50-standards-bodies-sign-a-landmark-declaration-on-gender-responsive-standards>) ; et v) de la Genève internationale (<http://www.geneve-int.ch/unece-and-over-50-standards-bodies-sign-declaration-gender-responsive-standards>).

Observations : Un projet de suivi a déjà été lancé grâce au maintien du généreux financement du Gouvernement allemand par l'intermédiaire du PTB, pour la période 2019-2021, d'un montant d'environ 400 000 dollars des États-Unis. Les résultats immédiats escomptés du projet sont les suivants : 1. l'organisation de la première réunion des signataires de la Déclaration sur l'élaboration de normes tenant compte de questions de genre, au Cap (Afrique du Sud), le 17 septembre 2019 ; 2. la poursuite du développement du portail et la mise au point de nouveaux supports de formation et de sensibilisation ; 3. l'organisation de deux manifestations de haut niveau et de quatre ateliers nationaux/régionaux sur les normes au service des objectifs de développement durable et les normes tenant compte des questions de genre ; et 4. la fourniture d'un soutien personnalisé aux parties prenantes locales et nationales dans le développement, la diffusion et la mise en œuvre des meilleures pratiques en matière de normes tenant compte des questions de genre.

Le WP.6 continuera de s'employer à tirer profit de son réseau de soutien dans la mise en œuvre du projet de suivi. Le CEN/CENELEC a déjà pris contact avec le secrétariat de la CEE et proposé de mettre en lien le portail sur les normes au service des objectifs de développement durable et son propre site Web, ainsi que de l'intégrer dans sa campagne de sensibilisation sur le thème des normes qui renforcent la confiance.